

L'ÉQUIPE ET LES ADMINISTRATEUR·RICES
DU PÔLE RESSOURCES VOUS PRÉSENTENT
LEURS MEILLEURS VOEUX POUR CETTE
NOUVELLE ANNÉE 2024 !

janvier/février 2024, n° 256

lettre d'information

Résonances

Pôle ressources ville et
développement social

Centre de Ressources
Politique de la Ville ouest
francilien



39 rue des Bussys
95600 Eaubonne
01.34.05.17.17
contact@lepoleressources.fr

L'actu du Pôle ressources

< Rencontre, 30 janvier, 9h-17h, Plaisir >

RENCONTRE DÉPARTEMENTALE DES RÉUSSITES ÉDUCATIVES

La préfecture des Yvelines, avec l'appui du Pôle ressources, organise une rencontre à destination des acteur·rices de la réussite éducative du territoire, afin de mettre à l'honneur les dynamiques partenariales développées sur le territoire pour l'épanouissement des enfants et des jeunes. Des expériences inspirantes de chaque territoire en politique de la ville seront présentées (réalisation d'une BD sur l'égalité entre les filles et les garçons, accueil des élèves exclus, projet autour de l'olympisme et de la culture...) selon 3 thématiques : le lien avec les parents ; la réussite de la jeunesse ; le climat scolaire serein. Les réflexions seront alimentées par les regards de plusieurs sociologues : Frederic Jésus sous l'angle de la coéducation, Omar Zanna et Bertrand Jarry, spécialistes de la question du climat scolaire.

www.lepoleressources.fr/actions/rencontre-des-cites-educatives-des-yvelines/

PUBLICATIONS DU RÉSEAU NATIONAL DES CENTRES DE RESSOURCES POLITIQUE DE LA VILLE (RNCRPV)

< Recueil >



APPUI AU DÉPLOIEMENT DU PROGRAMME NATIONAL DES CITÉS ÉDUCATIVES. RECUEIL DES FICHES TRANSVERSALES

Ce document rassemble les analyses menées par le RNCRPV autour de 5 thématiques retenues de concert avec l'ANCT : - Les groupes de travail et les commissions dans les cités éducatives : des vecteurs d'animation territoriale ? - L'évaluation des cités éducatives : un exercice complexe à géométrie variable - Cités éducatives et déploiement des compétences psychosociales - Les cités éducatives et les questions linguistiques - La force des réseaux : retour d'expérience sur l'animation de réseaux cités éducatives par les CRPV.

http://cosoter-ressources.info/doc_num.php?explnum_id=7127

< Actes >

LA PLACE DES ENFANTS DANS LA (CO) PRODUCTION DE LA VILLE

Cette publication restitue les apports d'une journée d'étude portée par le groupe « questions urbaines » du RNCRPV, le 3 mars 2022, autour de la question de la place des enfants dans la (co) production de la ville. Les problématiques abordées se décomposent en deux volets. Un premier porte sur la signification et les bénéfices des démarches d'aménagement qui associent les enfants à la conception. Un deuxième volet a ouvert les réflexions autour de la pédagogie : quelles sont les structures qui réfléchissent à de tels mécanismes de coproduction ? Quels outils pour recueillir cette parole ? Les angles " éducation populaire " et la pédagogie ont notamment été abordés.

http://cosoter-ressources.info/index.php?lvl=notice_display&id=82953



< Groupe de travail, 7 février, 9h30-14h, Cergy >

TRAFFIC DE STUPÉFIANTS : COMPRENDRE, AGIR, PRÉVENIR L'ENTRÉE DES JEUNES

Le Pôle ressources organise une rencontre, en partenariat avec la MILDECA (mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives), qui abordera le phénomène de l'entrée des jeunes dans le trafic de stupéfiants, afin de mieux l'appréhender et d'outiller les acteur·rices des territoires. Il s'agira, avec l'intervention de Marwan Mohammed, sociologue, de faire un état des lieux du trafic et de la consommation de stupéfiants en France et dans les quartiers populaires et de pouvoir échanger avec la MILDECA et l'ARS Île-de-France pour identifier l'action publique menée pour prévenir l'entrée des jeunes dans les trafics et la consommation. La rencontre permettra également de présenter et de partager des initiatives locales, avec l'appui d'acteur·rices du monde associatif.

www.lepoleressources.fr/actions/entree-des-jeunes-dans-le-traffic-de-stupefiants-comprendre-agir-prevenir/

< Vie de l'association >

DES MOUVEMENTS AU SEIN DE L'ÉQUIPE DU PÔLE RESSOURCES

En ce début d'année 2024, le Pôle ressources connaît des mouvements au sein de son équipe. L'association accueille **Paul Bertrand**, chef de projet référent développement territorial, qui remplace **Franck Doucet**, parti vers de nouveaux horizons. Par ailleurs, **Binta Songdé Diop** rejoint l'équipe pour une mission de service civique, après avoir déjà effectué un stage de Master 2 au sein de l'association.

National / Régional

Santé

UNE ÉTUDE POUR MIEUX IDENTIFIER LES INÉGALITÉS TERRITORIALES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES DE SANTÉ

Dans la continuité de ses travaux menés sur l'environnement et la santé, l'Observatoire Régional de Santé (ORS) Île-de-France établit, au sein d'une nouvelle étude, une méthode statistique pour mettre en avant les disparités environnementales, sanitaires et sociales entre territoires franciliens. Elle propose une typologie composée de cinq grands profils de territoires en prenant en compte leur topographie (espaces urbain, péri-urbain ou rural), leur niveau de défaveur sociale et environnementale, ainsi que des indicateurs sanitaires et de densité médicale. L'étude s'inscrit dans la volonté de considérer la dimension environnementale, en complément de la dimension sociale, comme déterminante de la santé et de ses inégalités.

www.ors-idf.org/nos-travaux/publications/les-inegalites-territoriales-environnementales-et-sociales-de-sante/

Renouvellement urbain

UN COLLOQUE DE L'ANRU : « VINGT ANS DE RENOUVELLEMENT URBAIN : PENSER LES QUARTIERS DE DEMAIN »

20 ans après sa création, l'ANRU organise, en partenariat avec Le Monde, un colloque anniversaire, le 8 février prochain. Forte d'avoir participé à la rénovation de 546 quartiers, au travers de 2 programmes de renouvellement urbain, l'Agence convie tous les partenaires de la rénovation urbaine pour échanger autour des résultats et des perspectives. Quelles avancées en termes d'amélioration du cadre de vie ? Quels impacts de ces programmes sur l'adaptation

au changement climatique ? Quelles retombées en termes de mixité sociale ou encore d'empowerment des habitant-es ? Ces questions seront analysées au travers d'une série de conférences et de tables rondes, étayées notamment par les travaux menés par l'Agence dans la perspective de l'évènement, et compilées au sein de 5 carnets inédits, d'ores-et-déjà accessibles sur son site internet.

<https://colloqueanru.site.digitevent.com/fr/>

En bref

- Terrains d'expérimentation à destination des associations et des pouvoirs publics, appel à candidatures, Fonjep, jusqu'au 29 février 2024

[/www.socooperation.org/appe-projet/appe-a-candidature-terrains-dexperimentation-association-financeurs](http://www.socooperation.org/appe-projet/appe-a-candidature-terrains-dexperimentation-association-financeurs)

- Les méthodes d'éducation populaire : outils d'animation ou leviers d'émancipation ?, Conférence-débat, Injep, 8 février 2024, Paris

<https://injep.fr/evenement/les-methodes-deducation-populaire-outils-danimation-ou-leviers-demancipation/>

- Le rapport des jeunes Français à la laïcité dans un monde globalisé, enquête Kantar Public pour le LACES (université de Bordeaux) et le GSRL, avec le soutien de l'Institut universitaire de France, 30 Novembre 2023

www.kantarpublic.com/fr/inspiration/analyses-et-points-de-vue/le-rapport-des-jeunes-francais-a-la-laicite-dans-un-monde-globalise

Ouest francilien (Hauts-de-Seine / Val d'Oise / Yvelines)

Ouest francilien

DES INSTRUCTIONS SUR LA GOUVERNANCE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE ET LA NOUVELLE GÉOGRAPHIE PRIORITAIRE PUBLIÉES : LE POINT SUR L'OUEST FRANCILIEN

Le décret établissant la nouvelle liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) en France a été publié, le 29 décembre dernier. C'est la première mise à jour de la géographie prioritaire depuis 2014. On compte ainsi 1362 quartiers prioritaires, dont 111 entrent dans cette nouvelle géographie prioritaire. L'ensemble de ces territoires va intégrer les nouveaux contrats de ville " Engagements quartiers 2030 ", dont la conclusion doit intervenir le 31 mars 2024. Deux objectifs principaux sont assignés à ces documents stratégiques : être de véritables projets de territoire, permettant de répondre aux enjeux identifiés avec les habitant-es, et favoriser la mobilisation du droit commun pour les QPV. Concernant l'ouest francilien, deux villes quittent la géographie prioritaire : Elancourt dans les Yvelines et Clichy-la-Garenne dans les Hauts-de-Seine, tandis que 6 villes font leur entrée ou retour en politique de la ville : 2 dans les Yvelines (Coignières et Les Clayes-sous-Bois) ; 1 dans le Val d'Oise (Beaumont-sur-Oise) ; enfin, 3 dans les Hauts-de-Seine, (Fontenay-aux-Roses, Sceaux, et Bourg-la-Reine), par le biais du quartier intercommunal des Blagis, (qui concerne également Bagneux, déjà dans la précédente géographie prioritaire). A noter, une instruction relative à la gouvernance de la politique de la ville est également parue.

www.lepolderessources.fr/engagements-quartiers-2030/

Sannois

OUVERTURE D'UNE MAISON DU PROJET AU QUARTIER BAS DES AULNAIES-CARREAUX FLEURIS

Une maison du projet a ouvert ses portes en décembre dernier, à Sannois, dans le but d'informer les habitant-es sur le projet de renouvellement urbain (PRU d'intérêt régional) qui concerne le quartier Bas des Aulnaies-Carreux Fleuris. Après une première phase de travaux dédiée à la réhabilitation de 215 logements du Bas des Aulnaies, débutés en septembre 2022, la deuxième phase concernera le stationnement, la résidentialisation et la création de nouveaux espaces verts. Les travaux devraient durer jusqu'en 2026. Dans l'optique d'échanger et d'informer sur ces aménagements, la maison du projet proposera également des ateliers de concertation, des réunions publiques, ainsi que des permanences hebdomadaires.

Contact : devlocal@sannois.fr

Fiche expérience

Val d'Oise

UNE FORMATION POUR ACCOMPAGNER LES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES AU SEIN DES CENTRES SOCIAUX

La fédération des centres sociaux du Val d'Oise a porté une démarche de formation à destination des équipes des centres sociaux de son territoire, en vue de mieux les outiller à l'accueil et l'accompagnement de femmes victimes de violences sexistes et sexuelles.

Se qualifier pour savoir répondre aux situations de vie des femmes

Les centres sociaux sont des lieux de proximité, qui offrent un accueil inconditionnel, des espaces d'écoute, de rencontres et d'échanges aux habitant·es, sans distinction, avec une attention particulière accordée aux publics les plus vulnérables, dont les femmes victimes de violence font partie, explique Julie Gautier-Anota, déléguée adjointe au sein de la fédération des centres sociaux du Val d'Oise. Or, pendant les confinements, les centres sociaux constatent une amplification du phénomène, notamment des violences conjugales, et font remonter à la fédération des difficultés encore plus périlleuses. *On a pu avoir connaissance de situations de crises, de femmes en grand danger ou se retrouvant à la rue,* poursuit Julie Gautier-Anota. Cette période extrêmement compliquée constitue le point de départ d'une réflexion visant à construire une formation spécifique pour les équipes (salariées et bénévoles) des centres sociaux du territoire. La fonction accueil constitue en effet une fonction « socle » au sein de ces structures, ainsi qu'une responsabilité partagée par les équipes, toutes et tous potentiellement susceptibles d'être amenés à accueillir la parole des femmes. L'objectif consiste donc à donner des clés pour savoir réagir face à une situation soupçonnée ou repérée de violences, pour appréhender la façon d'intervenir, lever les appréhensions autour de la responsabilité face à ce type de problème ou encore renforcer la capacité à gérer émotionnellement la souffrance de victimes.

La coconstruction d'une formation adaptée aux centres sociaux

La démarche, portée par la fédération des centres sociaux du Val d'Oise, est accompagnée par la délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes de la Direction Départementale

de l'Emploi du Travail et des Solidarités (DDETS) du Val d'Oise, et facilitée par une intervenante, Adia Sakira. Celle-ci connaît bien les spécificités des centres sociaux, puisqu'elle y a travaillé, et dispose d'une grande expérience dans l'accompagnement des femmes victimes de violences. La formation, sous forme d'un cycle de 5 ateliers, offre des apports théoriques, qui abordent de nombreuses notions nécessaires à une meilleure compréhension du phénomène, comme les différentes formes des violences (psychologiques, administratives etc.), leurs conséquences (développement de maladies chroniques etc.), les violences et la loi ou encore les cycles et les mécanismes de violences. La dimension théorique est complétée par des temps de mise en pratique. Ceux-ci englobent des moments d'inclusion avec le corps, un travail sur sa posture d'accompagnement (ne pas brusquer les démarches, respecter le pouvoir d'agir des femmes), des exercices d'écoute active (impact que peut avoir la façon d'accueillir, comment tisser une relation de confiance pour aider une personne à parler). Des partenaires extérieurs (juriste du centre d'information des droits des femmes et des familles (CIDFF), travailleur·euses sociaux·ales du conseil départemental) sont également intervenus pendant cette formation, en partageant leurs connaissances et expériences, en exposant le type d'accompagnement juridique ou social exercé. La formation a bénéficié, entre 2021 et 2022, à une trentaine de salariées : référent·es famille, directeur·ices, chargé·es accueil de centres sociaux sur tout le Val d'Oise.

Et un guide-outil conçu comme une capitalisation de la formation

Dans la continuité de la formation, un guide-outil a été conçu par la fédération et la DDETS, marquant leur volonté d'accompagner et de faire évoluer la lutte contre les violences à l'encontre des

femmes. *Il a fallu un an de travail pour finaliser ce guide,* souligne Julie Gautier-Anota. Il a été pensé comme un outil individuel, que chacun·e peut s'approprier comme elle·il le souhaite. Le guide contient des outils pour sensibiliser, des exercices où chacun·e peut effectuer un travail sur ses croyances et ses préjugés ou encore sur ses représentations, ainsi que des questionnements autour de la posture d'accueil et d'accompagnement, qui permettent de guider sa pratique professionnelle. Enfin, une partie « ressources » établit un recensement des partenaires à l'échelle du Val d'Oise. Les équipes des centres sociaux sont invitées à compléter le guide, en repérant les acteur·rices de leurs propres territoires et à travailler avec elles·eux en réseau. *Il est important qu'une orientation et un partage des situations puissent se faire avec les partenaires locaux, comme les travailleur·euses sociaux·ales,* relève Julie Gautier-Anota. Le sujet peut en effet être très impactant, et il faut que chaque personne s'interroge sur ses limites personnelles, dans l'optique de se préserver. Dans une perspective d'essaimage, le livret a été largement distribué aux équipes des centres sociaux. Enfin, l'élaboration d'une nouvelle formation, reprenant l'essentiel pour accueillir en centre social et l'appropriation du livret, a par ailleurs été coconstruite par la fédération des centres sociaux du Val d'Oise et des membres de centres sociaux investis sur le sujet. Les séances de travail et le contenu ont été travaillés avec Adia Sakira.

Cette nouvelle formation, animée de pair·e à pair·e, vise à permettre qu'un maximum des équipes et bénévoles soient qualifiés·es, que les centres sociaux poursuivent leurs actions contre les violences à l'encontre aux femmes et contribuent à davantage de justice sociale, conclut Julie Gautier-Anota.

Contact : Julie Gautier-Anota, fdcsx95@wanadoo.fr



< DOCUMENTAIRE >

ÉCOLE: LE DÉFI DE L'ÉGALITÉ

Aujourd'hui, la France reste l'un des pays où les inégalités éducatives sont les plus fortes. La démocratisation progressive de l'école ne semble donc pas tenir les promesses d'un système éducatif plus juste et égalitaire. Le documentaire « École, le défi de l'égalité », réalisé par Sophie Bensadoun et diffusé avec le monde.fr, se penche sur cette question des inégalités éducatives : Quels sont les mécanismes de production des inégalités ? Est-il possible d'y remédier ? Quels sont les leviers pour lutter contre ces inégalités, qui s'observent très tôt, dès la maternelle, au sein du système éducatif français ? Différentes expérimentations et analyses d'un groupe de chercheur·euses du CNRS y sont également présentées, pour tenter de répondre à ces questionnements.

<https://lejournald.cnrs.fr/videos/ecole-le-defi-de-egalite>

< DANS LA PRESSE - DISPONIBLE AU PÔLE RESSOURCES >

- « Dans l'attente d'un relogement : angoisses et espoirs déçus de la rénovation urbaine », Patrice Aubertel & Françoise Lorcerie, Métropolitiques, 7 décembre

<https://metropolitiques.eu/Dans-l-attente-d-un-relogement-angoisses-et-espoirs-decus-de-la-renovation.html>

- « La parentalité, un levier politique face aux troubles à l'ordre public ? », Jessica Pothet, The Conversation, 11 décembre

<https://theconversation.com/la-parentalite-un-levier-politique-face-aux-troubles-a-lordre-public-218458>

- Et, pour une approche quotidienne de l'actualité nationale de la Politique de la ville, le panorama de presse réalisé par le Réseau National des Centres de Ressources Politique de la ville : www.scoop.it/topic/actu-politiquedelaville



< À LIRE / À VOIR >



POUR EN FINIR AVEC LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

Manon Loisel, Nicolas Rio, éd. Textuel, janvier 2024, 192 p

La démocratie participative s'est imposée comme le principal remède à la crise de notre démocratie représentative. De la plus petite commune rurale au plus haut sommet de l'État, chaque institution y va de son dispositif : conventions citoyennes, budgets participatifs, ou autres consultations en ligne. Cette injonction participative mérite pourtant d'être questionnée. Les outils mis en place depuis deux décennies ne corrigent pas les limites de la démocratie représentative : abstention, déficit de représentativité des élus, centralisation du pouvoir... [...] Il est aujourd'hui nécessaire de mettre un coup d'arrêt à cette fuite en avant participative dont les fausses promesses ne font qu'accroître la défiance des citoyens. L'urgence n'est pas de (faire) participer, mais de démocratiser l'action publique en mettant fin à la surdité des institutions et en redistribuant l'accès au débat démocratique.

www.editionstextuel.com/livre/pour_en_finir_avec_la_democratie_participative

Extraits 4^e de couv



S'ENGAGER - COMMENT LES JEUNES SE MOBILISENT FACE AUX CRISES

Claire Thoury, éd. Les Petits Matins, octobre 2023, 112 p

À partir des échanges qu'elle a conduit avec des jeunes investis dans l'action politique ou associative, Claire Thoury analyse l'évolution des formes de mobilisation. Après l'engagement d'adhésion totale à une organisation militante, puis l'engagement pragmatique en lien avec l'individualité des personnes, elle formule l'hypothèse d'un passage à une troisième ère de l'engagement. Ces nouveaux militants, parfois très jeunes, soulignent leur sentiment d'urgence à agir face à la crise environnementale et aux inégalités, mais aussi l'importance de penser les problèmes de manière globale et systémique. L'autrice propose des pistes pour transformer ces engagements en alternative politique concrète sans étouffer leur radicalité

www.lespetitsmatins.fr/collections/essais/mondes-en-transitions/318-s-engager.html

4^e de couv